

Les autorités peuvent, toutefois, fournir des devises supplémentaires si elles décident d'exercer leur pouvoir sans se reporter aux avoirs en or de la banque centrale.

Comme je veux être bref, je ne lirai pas le reste du passage. Je ferai observer encore une fois au ministre que malgré les idées classiques qu'il a, lui et le ministère, il ne doit pas négliger l'opinion de cette éminente autorité dans le domaine de la banque. Sinon il compromet le bien-être de la nation et par ce mot j'entends une foule de choses. Par exemple, nous voulons verser à nos vieillards une plus forte pension. Voilà qui est bien, mais il est faux de croire que seuls les impôts peuvent nous fournir l'argent dont nous aurons besoin à cette fin. Comme résultat, nous avons serré davantage la vis de l'étau dans lequel se débattent pour vivre les gens qui produisent les denrées et les services qui constituent notre richesse. Nous leur extorquons un peu plus, afin de redistribuer l'argent aux vieillards pensionnés; en agissant ainsi, nous avons grandement porté atteinte au mobile qui pousse les gens à produire au pays. Je suis convaincu que le ministre s'en rend parfaitement compte. Je n'en dirai pas davantage pour l'instant sur les moyens de trouver les fonds nécessaires.

Je passe maintenant à la fonction du financement de la production de denrées. Jusqu'ici, nous avons permis à la production de marchandises de fluctuer selon les efforts plus ou moins hésitants des gens qui désirent se lancer dans telle ou telle entreprise de production. Nous avons permis aux banques de fournir les fonds aux producteurs. Les banquiers ne sont pas dans les affaires pour permettre au pays de jouir d'une production suffisante. Leur but est et a toujours été de réaliser des bénéfices. Par conséquent, même si le Canada a grandement besoin de producteurs de laine ou de moutons, par exemple, les banquiers n'avanceront probablement pas d'argent à ces producteurs éventuels à moins d'y voir une occasion de réaliser quelque bénéfice. Dans ce cas, il est bien évident que les intérêts des banquiers et ceux de la nation ne sont pas les mêmes.

La nation désire qu'on produise des moutons et de la laine dans la mesure où notre production est rentable. Les banquiers veulent faire de l'argent. Voilà qui peut être la source de difficultés graves. Nous avons vu le résultat de cette situation, lorsque, durant la crise, les banquiers voulaient prêter de l'argent mais ne l'osaient pas de peur de ne pas recouvrer leur argent et de ne pas retirer de bénéfices. Peu importe l'intensité de la production désirée en n'importe quel endroit, il était impossible d'obtenir des prêts des banques pour créer cette production. De

plus il fallait des garanties aux banques. De nombreux cultivateurs, entrepreneurs et hommes d'affaires avaient perdu toutes formes de garanties par suite de la crise. Ils possédaient toujours les mêmes qualités d'hommes d'affaires et de producteurs, mais ils ne pouvaient pas obtenir les prêts qui leur auraient permis de produire. C'était évidemment une autre conséquence malheureuse de notre politique qui laissait le soin d'assurer les fonds nécessaires à la production surtout aux entreprises bancaires privées qui cherchent plus à faire de l'argent qu'à produire les biens que la nation désire produire.

Jusqu'ici, le Gouvernement a adopté plusieurs mesures, toutes à son mérite, par lesquelles il reconnaît l'existence d'une lacune dans notre mécanisme de production. Il existe, par exemple, un organisme pour fournir les fonds nécessaires à l'industrie au Canada en certaines circonstances. On la nomme la Banque d'expansion industrielle. Quatre ou cinq autres lois visent à permettre à des banquiers, ou à défaut, à des organismes indépendants créés par l'État, de fournir les fonds nécessaires à la production dans certaines circonstances. Il faut aller beaucoup plus loin dans cette voie si l'on veut être en mesure de financer à temps une production suffisante pour notre pays.

Il n'est pas nécessaire, je crois, que j'en dise beaucoup plus long sur la question générale de la production en tant qu'elle relève du ministère des Finances. Je me suis contenté de signaler que notre régime de production comporte deux lacunes principales et que le Gouvernement reconnaît, avec plus ou moins d'hésitation, l'imperfection du régime actuel. C'est au ministère des Finances qu'il importe de combler la lacune et de remédier à cette imperfection. La plus importante mesure adoptée aux États-Unis pour combler cette lacune a été l'établissement de la *Reconstruction Finance Corporation*. La création de cette immense société constituait la reconnaissance pure et simple, de la part du gouvernement des États-Unis, de ce que les banquiers, les prêteurs ordinaires, sont absolument incapables de régler les problèmes nés de la crise et les incertitudes caractéristiques de notre époque mécanisée dégénérant en crises et en graves dislocations. Il faut qu'on trouve un ou plusieurs moyens pour stabiliser le financement de la production et pour la régulariser à l'avantage de l'État tout entier.

J'en arrive à la troisième fonction; la nécessité de financer la consommation n'est pas encore reconnue par les économistes conformistes, en général. On estime que c'est la production qui financera la consommation. Autrement dit, lorsque le banquier prête à